

Lettre ouverte à l'Église catholique, publiée le 5 décembre 2016



Alain Nginshuti, auteur de ce texte est Secrétaire Général d'Ibuka Europe

Ibuka Europe, collectif européen des associations Ibuka qui militent pour perpétuer la mémoire des victimes du génocide des Tutsi au Rwanda, salut le communiqué de la conférence des évêques du Rwanda en date du 20 novembre, dans lequel ces derniers reconnaissent la participation au génocide commis contre les Tutsi au Rwanda de certains membres du clergé et demandent pardon pour ces actes.

Cependant, Ibuka déplore que l'Église ne reconnaisse pas sa responsabilité comme institution. En effet, outre que quelques-uns de ses plus hauts dirigeants ont joué un rôle important dans la division de la société rwandaise, l'Église n'a jamais dénoncé ou interpellé les autorités rwandaises sur les politiques discriminatoires pratiquées contre les Tutsi sous les régimes de Grégoire Kayibanda et de Juvénal Habyarimana.

Rappelons également que pendant le génocide, un nombre important de Tutsi fut assassiné dans les églises. Ces lieux sacrés, souillés par le massacre, ont néanmoins été rendus au culte, souvent au mépris de tout devoir de mémoire. Les victimes ont été contraintes de se contenter d'une simple plaque, parfois expéditive.

Par ailleurs, nous regrettons qu'en lieu et place d'un véritable examen de conscience, l'Église ait choisi de se murer dans le déni et d'apporter une protection indéfectible à ses membres condamnés pour génocide ou soupçonnés d'y avoir pris part. Beaucoup d'entre eux continuent à officier, leurs mains maculées du sang des innocents.

Notons enfin que dans ce communiqué, les évêques demandent pardon à Dieu avant tout. Nous eussions souhaité qu'ils implorent le pardon des survivants.

Cette déclaration représente une indéniable avancée. C'est maintenant à l'Église universelle, par la voix du Vatican, de reconnaître sa faillite comme institution dont toutes les valeurs furent si gravement bafouées lors du génocide des Tutsi.

Afin que le processus de reconnaissance entamé par les évêques rwandais ne soit pas vide de sens, Ibuka demande à l'Église catholique de nommer l'événement comme il se doit, sans ambiguïté : le génocide contre les Tutsi. Reconnaître la spécificité de la catastrophe du printemps 1994 implique de condamner fermement toute entreprise de négation.

Et pour que les discours s'impriment dans les actes, nous demandons que l'Église catholique cesse d'offrir quelque protection que ce soit à ses membres soupçonnés d'avoir participé au génocide. Un pas supplémentaire, mais indispensable, serait encore franchi si les prêtres condamnés pour leur rôle pendant les massacres étaient relevés de leur office.

En effet, comment prêcher l'amour des Évangiles lorsque l'on fut le bras actif d'une telle entreprise de haine ? Enfin, à la justice de Dieu doit se conjuguer celle des hommes et nous demandons que l'Église mette tout en œuvre pour y concourir.

Une telle reconnaissance de la part de l'Église universelle devrait aussi se traduire par des actions de réparations en faveur des survivants. Trahis par la confiance qu'ils avaient placée dans leurs pasteurs, beaucoup d'entre eux portent encore les séquelles de cette trahison. Ils vivent encore dans une grande précarité sociale et psychique, sans toujours bénéficier des soins les plus élémentaires.